

**Arrêté temporaire de circulation
Travaux de couverture**

RUE PORTE GUINEFOLLE (BEAUPREAU)

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire,

VU le code de la route et notamment les articles R110-1, R110-2, R 110-3, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 415-6,

VU la demande par laquelle **ETS GELINEAU MINAULT** demeurant **ZA rue du parc**

La Jubaudière 49510 BEAUPREAU EN MAUGES représentée par **Frédéric MINAULT** - demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public.,

CONSIDÉRANT que des travaux **de couverture** rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée **de la circulation**, afin d'assurer la sécurité des usagers, du **22/06/2026 au 16/07/2026 1 RUE PORTE GUINEFOLLE (BEAUPREAU)**

ARRÊTE

ARTICLE 1

À compter du 22/06/2026 et jusqu'au 16/07/2026, la circulation des véhicules est interdite :

- RUE PORTE GUINEFOLLE

ARTICLE 2

À compter du 22/06/2026 et jusqu'au 16/07/2026, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant ::

- PLACE DU MARCHE
- RUE DU CHAPITRE
- RUE DE DURFORT CIVRAC

ARTICLE 3 - SIGNALISATION

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, ETS GELINEAU MINAULT.

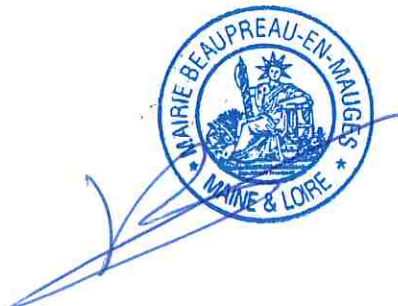
ARTICLE 4 - CHARGES D'EXECUTION

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Beaupréau-en-Mauges, le 15 juin 2026

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges

Régis LEBRUN



DIFFUSION:

- ETS GELINEAU MINAULT
- BRANGEON
- HDV
- Pompier de La Poitevinière
- Mairie Beaupréau

ANNEXES:

plan

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



PLAN DE DEVIATION

